

CHICONI FM-TV



Revue N°031 Presse



UN "PROJET DE LOI D'URGENCE" SERA PRÉSENTÉ "AVANT L'ÉTÉ", DÉCLARE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX OUTRE-MER, MARIE GUÉVENOUX



UNE RUPTURE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FRANÇAIS ?



L'HEURE EST À LA NÉGOCIATION À MAYOTTE !



MAYOTTE | INSÉCURITÉ | SÉJOUR !

[**Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, en déplacement à Mayotte, annonce qu'une révision constitutionnelle aurait lieu pour supprimer le droit du sol dans ce département de l'océan Indien, confronté à une crise migratoire. »]**

À la demande du Président de la République, Gérald Darmanin est à Mayotte avec Marie Guévenoux pour répondre aux difficultés que connaît l'île « comme nous l'avons toujours fait » “ dixe le Ministre de l'intérieur, en lien avec la population et les élus. Dans l'avion atterri ce dimanche matin, 15 gendarmes d'élite du GIGN supplémentaires accompagnent la délégation ministérielle pour rétablir la paix publique. [La Rédaction./](#)



[GÉRALD DARMANIN ACCUEILLI SOUS LES HUÉES PAR LES MAHORAIS CE DIMANCHE 11 FÉVRIER.]



Ce dimanche 11 février 2024, marque tournant dans historique de Mayotte Française. **un "projet de loi d'urgence" sera présenté "avant l'été", déclare la ministre déléguée aux Outre-mer, Marie Guévenoux, dès sont arrivée sont le territoire.** Un *"projet de loi d'urgence pour Mayotte"* sera présenté *"avant l'été en Conseil des ministres"*, a annoncé la nouvelle ministre déléguée aux Outre-mer, Marie Guévenoux, ce dimanche 11 février 2024. Ce texte *"n'occultera aucun sujet"* et abordera *"des questions d'immigration, des questions de convergences sociales et des questions d'économie sociale, d'infrastructures aussi essentielles pour l'île"*, a-t-elle listé. Dans la foulée, le ministre de l'Intérieur et la nouvelle ministre déléguée chargée des Outre-mer préparent le lancement de l'opération Wuambushu 2, nouvelle tentative d'enrayer "la délinquance et l'immigration illégale".

Cette visite ministérielle marque également des annonces telles que :

- **La "fin du droit du sol" à Mayotte.** Une mesure "forte, nette, radicale." A son arrivée dans le département, Gérald Darmanin a annoncé que l'exécutif intégrerait à un projet de révision constitutionnelle la fin du droit du sol pour les personnes nées à Mayotte. "Il ne sera plus possible de devenir Français si l'on n'est pas soi-même enfant de parents français", a-t-il affirmé. Dans le même objectif de lutter contre l'immigration illégale, le ministre a également promis la fin des visas territorialisés.
- **Une opération Wuambushu 2.** Le déplacement de Gérald Darmanin et Marie Guévenoux a aussi pour objet de préparer une nouvelle opération *"contre la délinquance et l'immigration illégale"*, dans la continuité de l'opération Wuambushu lancée au printemps. Celle-ci *"a donné d'énormes résultats dans la destruction des bourgades, dans la lutte contre l'immigration irrégulière, mais, bien sûr et surtout, contre la délinquance, avec 60 chefs de bandes arrêtés et désormais condamnés et incarcérés"*, a revendiqué le ministre de l'Intérieur

- **Un "rideau de fer dans l'eau".** Dans ce même message, Gérald Darmanin promet également de mettre en place "un 'rideau de fer' dans l'eau qui empêchera le passage des kwassa kwassa et des bateaux", et doit permettre de lutter contre "des filières d'immigration irrégulière venant notamment de l'Afrique des grands lacs". Concrètement, le ministre de l'Intérieur promet "beaucoup plus de moyens d'interception, des nouveaux radars", et assure que les Mahorais verront "très concrètement, dans les prochaines jours, un changement radical".

Des propositions largement étudiées voire réévaluées par les Mahorais au point d'attendre pour voir les aboutissant et les actions sur terrain. Les forces vices de Mayotte restent très prudentes quand au résultat que donneront ses annonces ministérielles car les expériences du passé restent toujours dans les têtes pensantes de ce territoire. On pense à 2011 et 2018, entre les promesses : «Aucun résultat concret aujourd'hui pour Mayotte.» **La rédaction./**



"IL NE SERA PLUS POSSIBLE DE DEVENIR FRANÇAIS SI ON N'EST PAS SOI-MÊME ENFANT DE PARENT FRANÇAIS ? "



[Fin du droit du sol à Mayotte : "Il s'agit d'une mesure nécessaire à la survie de Mayotte", se réjouit le député LR de l'île, Mansour Kamardine.]

Une demande forte des élus mahorais. Il s'agissait d'une demande "très forte des élus de Mayotte", ajoute Mansour Kamardine pour qui "il n'est jamais trop tard pour bien faire". "À travers ses déclarations, nous avons le sentiment et la sensation qu'enfin le gouvernement comprend ce qu'il se passe à Mayotte et notre exaspération", se réjouit le député.

Concernant les barrages mis en place sur l'île depuis environ deux semaines par des collectifs citoyens pour protester contre l'insécurité et l'immigration illégale, le député espère "que les Mahorais vont les lever" mais prévient le gouvernement : "Attention parce qu'on a eu des promesses qui n'ont jamais été tenues".

En parallèle des vives réactions refont surface suite aux annonces ministérielles de ce dimanche 11 février 2024. En voici quelques lignes :

- **Forces vives** : "Tant qu'il n'y a pas d'avancée significative, on ne lèvera pas les barrages".

"On ne demande pas que le droit du sol, ça fait 30 ans qu'on demande à vivre en paix chez nous, explique un homme. Ça change quoi pour nous ? Les mutilations, les viols, les attaques... On ne veut qu'une chose, des actes et rien que des actes, et immédiats. Tout de suite, pas demain, pas de blabla. Il y en a marre !" hurle-t-il excédé.

- Pour **Saïd Kambi**, le porte-parole des Forces vives de Mayotte qui paralysent l'île depuis trois semaines, **le ministre de l'Intérieur va devoir se montrer convaincant** : "Ce que le ministre a dit ce matin, ce n'est que de la communication afin d'endormir les Mahorais. Nous ne sommes pas endormis, nous sommes vigilants.

Le ministre parle de la modification de la Constitution. C'est une loi qui sera très difficile à mettre en place parce que, non seulement ils n'ont pas de majorité à l'Assemblée nationale, mais encore faut-il un délai avec la mobilisation de l'ensemble du Parlement. Donc ça sera quasiment impossible de faire un changement constitutionnel avec la majorité qu'il y a aujourd'hui au Parlement". **Sans assurance ferme du ministre de l'Intérieur, les collectifs refuseront de lever les barrages.**

Invité sur les antennes de nos confrères de franceinfo, le député insoumis Eric Coquerel, estime que l'annonce d'une révision constitutionnelle pour Mayotte, **afin d'y supprimer le droit du sol, n'est pas une bonne nouvelle**. "Commencer à faire une dérogation pour une des parties du territoire" n'est pas la solution parce qu'"après on pourrait les multiplier". Selon Eric Coquerel, **"la France ce n'est pas seulement un territoire", c'est aussi "des principes et notamment des principes républicains"**. Il estime que **Gérald Darmanin** ferait mieux d'annoncer **"un plan massif d'investissements de l'Etat à Mayotte pour aider nos concitoyens"**.

Une annonce qui, selon **Éric Coquerel**, "met en danger un principe" auquel il "tient considérablement" mais qui réjouit le député LR de l'île, Mansour Kamardine, "une mesure nécessaire à la survie de Mayotte", a-t-il déclaré sur ce dimanche.

Rétorque le député insoumis et tient tout de même à souligner qu'il ne s'agit pas d'une décision **"mais d'une annonce"**. Il rappelle qu'il faut d'abord "un changement de la Constitution" et "on n'en n'est pas là". "Le temps que ça se fasse, poursuit l'élu, ça ne va pas régler les problèmes immédiats des Mahorais". Selon lui, cette réponse du ministre de l'Intérieur n'est pas la bonne : "La mesure particulière ne peut pas être de faire comme si on n'était pas dans l'océan Indien avec tous les avantages que la France en retire et finalement s'extraire des problématiques de la région".

"S'il y a une volonté de faire une réforme constitutionnelle qui s'en prend à nos principes on s'y opposera", prévient l'insoumis. "Encore une fois méfiance, un jour on nous expliquera que ce qui sera valable pour Mayotte doit être valable pour d'autres territoires français", répète-t-il. **Éric Coquerel** craint que le droit du sol soit finalement "détricoté" et assure que c'est donc "une chose fondamentale qui est en jeu".



LE CHOIX DE LA RÉDACTION

CONSTRUCTION D'UNE MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MAYOTTE



[Nous vous l'avions annoncé depuis l'année dernière, la construction de la Madrasah inlmoudine est en cours.]
Le samedi 13 janvier 2024 a eu lieu la construction de la dalle en béton pour renforcer le sol du lieu de culte a mobilisé.

[L'inscription des médias et des partenaires est toujours ouverte »]

La Drajes Mayotte vous informe que l'inscription à la 35e Semaine de la presse et des médias qui aura lieu du 18 au 23 mars 2024 est toujours ouverte.
Cependant, en raison de contraintes spécifiques à notre académie, l'inscription sur la plateforme nationale du CLEMI n'est pas possible. Néanmoins, nous avons la possibilité de bénéficier de l'offre numérique.
Pour les médias locaux intéressés à participer, merci de me préciser le type de médias que vous souhaitez offrir (exemplaires papier, ressources en ligne, ateliers, etc.).
Les établissements et les médias peuvent désormais s'inscrire par retour de mail. Je prends en charge les inscriptions en interne, et une fois les établissements inscrits et les offres des médias recueillies, nous enverrons l'ensemble des informations aux établissements participants.
Votre collaboration sera déterminante pour le succès de cet événement éducatif majeur.

INSCRIVEZ-VOUS : <https://www.presse.education.gouv.fr/inscription>
Pourquoi s'engager dans cette action éducative nationale ? Vous pourrez proposer des conférences/ateliers en présentiel ou en ligne (webinaires), ainsi que des interventions de professionnels de l'information (dessinateurs de presse, journalistes, photo-reporters, réalisateurs...) en milieu scolaire sur la base du volontariat permettant aux élèves, aux enseignants et au grand public de découvrir les coulisses de l'information./

- [L'association Chiconi FM vous propose ses services]**
- Location de sonorisation au 0639 654304 ;
 - Location de podiums, chaises : 0639 617017 ;
 - Captation pour votre campagne de presse : 0639654304



LOCATION PODIUM
POUR VOS ÉVÈNEMENTS

- Cette association ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH a pour but de :
- Enseigner la science de la religion et mettre remettre à niveau les études islamiques ;
 - Organiser les manifestations religieuses selon les événements ;
 - Assurer l'apprentissage l'alphabet et la lange arabe et écriture sous forme de soutien scolaire ;
 - Créer un centre de référence pour les personnes convertis afin de leur initier aux bonnes pratiques de l'islam ;
 - Devenir un centre de référence pour guider les pèlerins à accomplir leur hadj ;
 - Récolter des fonds à destination des nécessiteuses ;
 - Former les citoyennes de demain

JE PARTICIPE

 Paiement sécurisé 

  

On partage la cagnotte 😊

Construction d'une MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH MAYOTTE, faites vos dons.

<https://www.onparticipe.fr/c/IhTQ5z2t>

L'association MADRASSAH ÎL MOU D-DINE MIFTAHOU L-JANNAH s'est donnée comme défi d'ouvrir la Madrasah à Mayotte.
Ce projet de grande envergure ne pourra se réaliser sans votre soutien: par vos dons, par les publicités et le partage du lien de cette page par recherche de l'agrément de Allah.
Que Allah vous bénisse aamin.
Ici, vous pouvez apporter votre contribution à la cagnotte en cliquant sur "Je Participe" :

- Les participations sont libres,
- Le site est entièrement sécurisé.

Médias, inscrivez-vous !

#SPME2024

30 Pour cette semaine l'équipe de Karine-Banda-Karine vous propose un mini bilan de la grève contre l'insécurité ACTE II.



CHICONI

OTTE

S

VOS APPELS EN DIRECT **HEXAGONE + DOM-TOM**

0639 40 02 24 **+33 979 998 177**



Agence Web et Communication Digitale

Création Site Web Responsive et Administatrabale

www.web-mayotte.com